

PCRSS Mali et MALIDENKO

Relèvement communautaire résilience locale et services essentiels

Le PCRSS-Mali et MALIDENKO sont deux projets complémentaires qui placent les communautés au centre de la planification, de la mise en œuvre, du choix des entreprises locales et du suivi des investissements locaux. Ils visent à améliorer l'accès aux services essentiels, soutenir le relèvement dans les zones fragiles et renforcer la cohésion sociale à travers l'approche de Développement conduit par les communautés DCC.

A. Deux projets complémentaires

Repère	PCRSS-Mali	MALIDENKO
Objectif	Contribuer au relèvement et à la résilience des communautés touchées par les conflits, en soutenant les services, les infrastructures socio-économiques, les moyens de subsistance et le développement territorial.	Améliorer l'accès aux services de base répondant aux priorités communautaires dans : (i) les communes touchées par le conflit qui sont récemment passées sous le contrôle de l'État dans le nord du Mali (Kidal, Tombouctou, Taoudenni) ; et (ii) les communes fragiles où l'amélioration des services contribuera à prévenir une escalade des tensions dans le sud (Nara, Nioro, Kayes).
Zones	Initialement dans 144 communes et tous les villages de la zone de couverture du Projet jusqu'en février 2024 où le projet a adopté l'approche DCC qui a recentré le nombre de commune à 65 dans les 5 régions (Gao , Tombouctou , Douentza et Bandiagara , et Mopti) couvrant 825 villages/ fractions /quartier. Avec le financement additionnel, le projet touchera 665 VFQ à partir de 2027	6 Régions, 64 communes, 1000 Villages/Fraction/Quartiers
Bénéficiaires	Communautés touchées par les crises, avec une attention particulière aux femmes, aux jeunes, aux personnes déplacées, aux personnes handicapées et aux ménages vulnérables.	Habitants des villages et communes ciblées, notamment les femmes, les jeunes, les groupes vulnérables, les organisations communautaires et les collectivités territoriales.
Appuis	Sous-projets communautaires, infrastructures et services, moyens de subsistance, emplois temporaires, coordination et renforcement des capacités. Dotation des villages/quartiers/fractions bénéficiaires d'une enveloppe de 33 500 000 FCFA	Dotations villageoises (de petites tailles en habitants 30 millions de FCFA et de grandes tailles en habitants 42 millions) appuis communaux pouvant atteindre 135 millions de FCFA, accompagnés par la facilitation (Superviseurs, Facilitateurs communautaires et techniques), la formation et le suivi technique.
Financement	100 millions USD de financement initial, dont 50 millions en don et 50 millions en crédit IDA, auxquels s'ajoute un financement additionnel de 50 millions USD.	135,4 millions d'euros de crédit IDA, soit un montant équivalent à environ 150 millions USD.

B. Un mécanisme unique de mise en œuvre à travers l'approche DCC

Le Développement conduit par les communautés (DCC) place les populations au cœur des décisions : leurs priorités inclusives deviennent des plans d'Action de développement communautaires (PADC), puis des sous-projets instruits et validés depuis le village jusqu'au niveau national.

- Cycle DCC en 7 phases : (0) préparation / ciblage ; (1) entrée dans la communauté ; (2) mobilisation/diagnostic ; (3) PADC, approbation et retour ; (4) études et marchés ; (5) mise en œuvre/suivi ; (6) achèvement, évaluation et maintenance.
- Village/quartier/fraction: avec les facilitateurs, les Comités de Développement Villageois, Fraction et Quartiers (CDVFQ) recensent les besoins de la communauté, élaborent les articulent les Plan d'Action de Développement Communautaire (PADC), reçoivent les fonds et pilotent les travaux ; les Comités Technique de Mise en Œuvre (CTMO) et les Comités d'Entretien et de Maintenance (CEM), tous des sous-comités spécialisés créés au sein du CDVFQ apportent leurs appuis à l'exécution des travaux et à l'entretien des infrastructures.
- Commune et région : les communes, les Comités Communaux de la Réconciliation (CCR) et les superviseurs articulent les PADC avec les Plan de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC) ; les Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation, les experts du Développement Conduit par les Communautaires (DCC), les Antennes Régionales du projet, les Services Techniques et les Comités Régionaux d'Analyse des Sous-Projets (CRASP) transforment les priorités en sous-projets chiffrés et les analysent.

- Niveau national : Les Unités d’Exécution des Projets (UEP) et la Mission d’Appui à la Réconciliation Nationale (MARN) consolident les avis ; les ministères sectoriels et le Comité National de Validation (CNV) examinent et valident les sous-projets. Les UEP financent ensuite les CDVFQ, qui recrutent les entreprises locales avec le suivi conjoint des acteurs de la facilitation et les services techniques.

C. Principales réalisations et avancées

C1. Acquis institutionnels et opérationnels du DCC

L’Arrêté interministériel n° 2024-2759/MATD-MRPCN-MSDS-MEF du 15 août 2024 constitue la base juridique de la gestion des subventions accordées aux Comités de développement des villages, fractions et quartiers (CDVFQ), qui représentent le principal dispositif communautaire de mise en œuvre du DCC.

Les CDVFQ disposent de comptes bancaires ouverts en leur nom, leur permettant de recevoir directement les subventions de l’État destinées au financement des sous-projets prioritaires retenus par les communautés. Cette responsabilisation favorise la transparence, l’appropriation locale et la reddition des comptes.

Un mini-manuel consacré à la commande communautaire harmonise et simplifie les procédures de passation des marchés applicables aux CDVFQ. Il encadre notamment la préparation des consultations, la sélection des entreprises locales, l’attribution des marchés et le suivi de leur exécution.

Les superviseurs ainsi que les facilitateurs communautaires et techniques sont recrutés prioritairement au sein des zones d’intervention. Leur proximité avec les populations facilite la mobilisation communautaire et leur permet d’apporter une assistance technique continue aux CDVFQ durant la planification, la préparation, l’exécution et le suivi des sous-projets.

C2. PCRSS Mali

- Le premier cycle du PCRSS-Mali couvre **825 villages répartis dans cinq régions**. Il a permis la mise en place de **825 CDVFQ** et le déploiement de **236 agents de facilitation**, comprenant 54 superviseurs, 91 facilitateurs communautaires et 91 facilitateurs techniques.
- Les sessions nationales ont examiné **842 sous-projets**, dont 368 à Bandiagara, 134 à Douentza, 63 à Gao, 68 à Mopti et 209 à Tombouctou. Sur cet ensemble, **805 sous-projets ont été validés**, soit près de 96 % des dossiers examinés.
- Au 24 septembre 2026, **364 sous-projets communautaires ont été réceptionnés**. Les investissements concernent principalement l’hydraulique, l’agriculture, l’éducation, la santé, l’élevage, l’assainissement, les routes et les transports.
- Les contrats recensés représentent un montant cumulé d’au moins **8,36 milliards de FCFA**. Leur mise en œuvre a généré au moins **6 657 emplois au niveau communautaire** et **1 302 emplois au sein des entreprises**, soit un minimum de **7 959 emplois**.

La répartition des sous-projets par type et par région

Régions/Secteurs	Sous-projet	Réception Technique	Montant Contrat	Emplois créés par sous projet	Emplois entreprise
BANDIAGARA	356	122	5 350 545 117	4 969	872
Agriculture	49	14	760 666 467	1 380	197
Assainissement	1		3 670 825		
Commerce	1		32 495 000		
Education	28	6	395 640 243	270	52
Hydraulique	229	87	3 473 283 465	2 974	478
Hydraulique	25	15	349 392 317	345	145
Routes	15		320 845 800		
Routes et Transport	2		-		
Santé	6		14 551 000		
DOUENTZA	125	94	1 510 119 107	768	430
Agriculture	31	24	322 741 294	191	430
Education	2	1		5	
Elevage	4	3	107 789 795	23	
Hydraulique	54	46	646 260 866	330	
Hydraulique	20	20	317 306 286	139	
Routes	6		18 969 000	47	
Santé	5		31 986 866	33	
Transport	3		65 065 000		
GAO	52	41	486 956 877	853	
Agriculture	13	10	147 609 708	252	
Assainissement	3	3	37 096 870	146	
Education	9	6	72 827 647	88	
Elevage	1	1	2 215 000	9	
Formation Professionnelle	1		5 486 834	-	
Hydraulique	14	14	118 079 550	270	

Régions/Secteurs	Sous-projet	Réception Technique	Montant Contrat	Emplois créés par sous projet	Emplois entreprise
Pêche	1	1		8	
Santé	9	6	101 305 175	80	
Socio-professionnelle	1		2 336 093	-	
MOPTI	67				
Agriculture	19				
Education	6				
Energie	2				
Hydraulique	35				
Santé	5				
TOMBOUCTOU	205	107	1 012 351 446	67	
Agriculture	74	37	313 616 044	12	
Agriculture	1			7	
Education	3	1			
Elevage	2	1	46 689 952		
Hydraulique	90	51	446 016 860	32	
Hydraulique	35	17	206 028 590	16	
Total général	805	364	8 359 972 547	6 657	1 302

C3. MALIDENKO

- Le premier cycle de MALIDENKO couvre **1 000 villages et 64 communes dans six régions**. A ce stade, **905 CDVFQ** ont été progressivement mis en place, avec l'accompagnement de **254 agents de facilitation**, comprenant 55 superviseurs, 100 facilitateurs communautaires et 99 facilitateurs techniques.
- Les sessions nationales ont examiné environ **506 sous-projets** dans les régions de Kayes, Kidal, Nara, Nioro, Taoudenni et Tombouctou. Ces investissements portent principalement sur l'hydraulique, qui représente la grande majorité des sous-projets, ainsi que sur l'agriculture, la santé, l'éducation, l'énergie et l'élevage.

La répartition des sous-projets par type et par région :

REGIONS	Agriculture	Education	Elevage	Energie	Hydraulique	Santé	Total
Kayes	8	9			42	19	78
Kidal	1	2			12	10	25
Nara	3	3			45	3	54
Nioro	8	4			74	1	87
Taoudenni	7	5		3	75		90
Tombouctou	14	1	2		155		172
Total	41	24	2	3	403	33	506

C4. Indicateurs de synthèse

Indicateurs	PCRSS-Mali	MALIDENKO
Bénéficiaires directs	213 176	NA
Sous-projets achevés	364	NA
Montants dépensés	41 270 899 270 F CFA dont 17 651 150 000 F CFA pour le DCC	11 277 058 010 FCFA dont 7 345 800 000 F CFA pour le DCC
Emplois créés	Facilitation :236 UGP : 24 Antenne Régionale :25 Sous – projets :6 657 Entreprise 1302 Total : 8 244	Facilitation : 254 UGP : 20 Antenne Régionale : 22 Total : 296
Part des femmes et des jeunes	Femmes : 4 138 Jeune : 5 571	Jeunes : 188 Femmes : 41

C5. Quelques images des bénéficiaires :



Liens et contacts

Site du PCRSS-Mali <https://pcrss.ml/>

Site de MALIDENKO <https://malidenko.ml/>

Site du Ministère <https://reconciliation.gouv.ml/>

Portail de développement local <https://portail-dcc.ml>

Date : 28 septembre 2026

